

**PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**  
**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

**COMPTE RENDU INTÉGRAL**

**INTEGRAAL VERSLAG**

**SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 9 FÉVRIER 2018**  
**(Séance du matin)**

**PLENAIRE VERGADERING VAN VRIJDAG 9 FEBRUARI 2018**  
**(Ochtendvergadering)**

**COMPTE RENDU PROVISOIRE**

Non encore approuvé par les orateurs.  
Ne pas citer sans mentionner la source.

**VOORLOPIG VERSLAG**

Nog niet goedgekeurd door de sprekers.  
Niet citeren zonder de bron te vermelden.

## **PRÉSIDENCE : M. CHARLES PICQUÉ, PRÉSIDENT.**

- *La séance est ouverte à 9h36.*

**M. le président.**- Je déclare ouverte la séance plénière du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du vendredi 9 février 2018.

[105]

## **EXCUSÉS**

**M. le président.**- Ont prié d'excuser leur absence :

- M. Pascal Smet, à l'étranger ;

- M. Willem Draps, en réunion de commission au Parlement Benelux ;

- Mme Simone Susskind ;

- M. Michel Colson;

- Mme Catherine Moureaux.

[107]

## INSTALLATION ET PRESTATION DE SERMENT D'UN NOUVEAU MEMBRE DU PARLEMENT

**M. le président.**- L'ordre du jour appelle l'installation et la prestation de serment d'un nouveau membre du parlement en remplacement de M. Boris Dilliès, démissionnaire.

Je vous rappelle que M. Boris Dilliès avait été élu sur la liste MR. Le suppléant de cette même liste, appelé à le remplacer, est M. David Weytsman.

L'élection de ce dernier comme membre suppléant du parlement a été validée au cours de la séance plénière du 20 juillet 2014.

Comme la vérification complémentaire prévue par l'article 8.5 de notre règlement ne porte que sur la conservation des conditions d'éligibilité, il apparaît que cette vérification n'a, dans les circonstances présentes, qu'un caractère de pure formalité.

Je vous propose donc de passer à l'admission de M. David Weytsman comme membre du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pas d'observation ?

Je proclame M. David Weytsman membre du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. Il fait partie du groupe politique reconnu MR.

Je l'invite à prêter le serment constitutionnel, la formule étant : "Je jure d'observer la Constitution".

**M. le président.**- La parole est à M. Weytsman.

---

**M. David Weytsman (MR).**- Je jure d'observer la Constitution.

*(Applaudissements)*

[113]

### **MODIFICATION DE L'ORDRE DU JOUR**

**M. le président.**- Par décision du Bureau élargi du 7 février 2018, la discussion conjointe et le vote des projets d'ordonnance suivants, inscrits à l'ordre du jour de la séance plénière de ce jour, sont reportés à une séance plénière prochaine :

- projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République togolaise, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Lomé le 6 juin 2009 (nos A-611/1 et 2 – 2017/2018) ;

- projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Bruxelles le 10 février 2009 (nos A-612/1 et 2 – 2017/2018) ;

- projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Gouvernement de la République du Kosovo, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Pristina le 9 mars 2010 (nos A-613/1 et 2 – 2017/2018) ;

- projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Monténégro, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Podgorica le 16 février 2010 (nos A-614/1 et 2 – 2017/2018) ;

- projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Barbade concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Bruxelles le 29 mai 2009 (nos A-615/1 et 2 – 2017/2018).

Pas d'observation ?

Il en sera ainsi.

[115]

## COMMUNICATIONS FAITES AU PARLEMENT

### COUR CONSTITUTIONNELLE

**M. le président.**- Diverses communications ont été faites au parlement par la Cour constitutionnelle.

Elles figureront en annexe du compte rendu intégral de cette séance.

### PARLEMENT DE WALLONIE

**M. le président.**- Par lettre du 25 janvier 2018, le président et le greffier du Parlement de Wallonie nous informent que le Parlement wallon a approuvé, en sa séance du 24 janvier 2018, l'accord de coopération entre l'État fédéral, les Régions, les Communautés, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif à l'exercice des compétences attribuées aux parlements nationaux par le Traité sur l'Union européenne, le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les protocoles y annexés (doc. 991 (2017-2018) n° 1).

- Pour information.

## RAPPORT INTERMÉDIAIRE 2015-2017

---

**M. le président.**- Par courriel du 6 février 2018, la secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Coopération au développement, de la Sécurité routière, de l'Informatique régionale et communale et de la Transition numérique, de l'Égalité des chances et du Bien-être animal, transmet au parlement le rapport intermédiaire 2015-2017 relatif à l'intégration de la dimension du genre dans les lignes de politique de la Région de Bruxelles-Capitale.

- Renvoi à la Commission des finances et des affaires générales.

### COMPOSITION DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LE SIAMU

**M. le président.**- Lors de sa réunion du 7 février 2018, le Bureau élargi a décidé de mettre en place une commission spéciale sur le Service d'incendie et d'aide médicale urgente (Siamu), composée de quinze membres.

Les douze sièges revenant au groupe linguistique français se répartissent comme suit :

- PS : 5 sièges ;

- MR : 3 sièges ;

- DéFI : 2 sièges ;

- cdH : 1 siège ;

- Ecolo : 1 siège.

Les trois sièges revenant au groupe linguistique néerlandais se répartissent comme suit :

- Open Vld : 1 siège ;

- sp.a : 1 siège ;

- Groen : 1 siège.

La commission spéciale sur le Siamu est donc composée.

La liste de ses membres figurera en annexe du compte rendu intégral de cette séance.

[117]

## PROJETS D'ORDONNANCE

### *Dépôt*

**M. le président.**- En date du 30 janvier 2018, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a déposé les projets d'ordonnance suivants :

1. projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain (n° A-632/1 - 2017/2018) ;

2. projet d'ordonnance portant assentiment à l'amendement au Protocole de Montréal à la Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone, relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016 (n° A-633/1 - 2017/2018).

- Renvoi à la Commission de l'environnement et de l'énergie.

**M. le président.**- En date du 1er février 2018, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a déposé le projet d'ordonnance visant à renforcer la bonne gouvernance dans le secteur du logement public (n° A-635/1 - 2017/2018).

- Renvoi à la Commission du logement.

**M. le président.**- En date du 6 février 2018, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a déposé le projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi des autorisations de travail et d'octroi des permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers (n° A-638/1 - 2017/2018).

- Renvoi à la Commission des affaires économiques et de l'emploi.

[119]

## PROPOSITIONS

### *Renvoi en commissions réunies*

**M. le président.**- La proposition d'ordonnance spéciale de M. Vincent De Wolf modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en vue d'instaurer une incompatibilité supplémentaire dans le chef des députés du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (n° A-530/1 - 2016/2017), initialement renvoyée en Commission des finances et des affaires générales lors de la séance plénière du 18 septembre 2017 ;

- la proposition d'ordonnance de Mme Zoé Genot, MM. Bruno De Lille, Fabian Maingain, Mme Caroline Désir et M. Jef Van Damme modifiant la Nouvelle loi communale en vue d'instaurer une incompatibilité entre la fonction de bourgmestre ou d'échevin et le mandat de membre du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Chambre des Représentants, du Sénat, du Parlement flamand et du Parlement

---

européen (n° A-550/1 - 2016/2017), initialement renvoyée en Commission des affaires intérieures lors de la séance plénière du 13 octobre 2017 ;

- et la proposition d'ordonnance spéciale de MM. Benoît Cerexhe et Hamza Fassi-Fihri relative à la limitation du cumul de mandats dans le chef des députés du Parlement bruxellois (n° A-569/1 - 2017/2018), initialement renvoyée en Commission des finances et des affaires générales lors de la séance plénière du 14 décembre 2017,

sont toutes renvoyées en Commissions réunies des finances et des affaires générales et des affaires intérieures.

Pas d'observation ?

Il en sera ainsi.

[121]

## PRISES EN CONSIDÉRATION

**M. le président.**- L'ordre du jour appelle la prise en considération de la proposition de résolution de M. Fabian Maingain, Mmes Isabelle Emmery, Julie de Groote, Els Ampe, M. Jef Van Damme et Mme Brigitte Grouwels relative aux concertations en vue d'une opération de promotion des initiatives de gratuité existantes au sein des musées bruxellois pour relancer la dynamique touristique (n° A-584/1 – 2017/2018).

Pas d'observation ?

- Renvoi à la Commission du développement territorial.

**M. le président.**- L'ordre du jour appelle la prise en considération de la proposition d'ordonnance spéciale de MM. Emmanuel De Bock, Christos Doulkeridis, Mme Nadia El Yousfi, MM. Fouad Ahidar, Bruno De Lille

et Vincent De Wolf modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et visant à la parité sur les listes électorales régionales (n° A-585/1 – 2017/2018).

Pas d'observation ?

- Renvoi à la Commission des finances et des affaires générales.

[123]

## ORDRE DES TRAVAUX

**M. le président.**- Je suis saisi d'une demande de modification de l'ordre du jour en vue d'inscrire à l'ordre du jour de notre séance plénière la prise en considération de la proposition d'ordonnance spéciale de M. Benoît Cerexhe visant à supprimer l'effet dévolutif de la case de tête et les suppléants pour les élections du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (n° A-551/1 -2016/2017).

Cette demande est introduite conformément à l'article 52.6 du règlement et est appuyée par six membres.

Pas d'observation ?

L'ordre du jour est dès lors modifié par la prise en considération de la proposition d'ordonnance spéciale.

[137]

## PRISES EN CONSIDÉRATION

**M. le président.**- L'ordre du jour modifié appelle dès lors la prise en considération de la proposition d'ordonnance spéciale de M. Benoît Cerexhe visant à supprimer l'effet dévolutif de la case de tête et les suppléants pour les élections du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (n° A-551/1 -2016/2017).

Pas d'observation ?

- Renvoi à la commission des Finances et des Affaires générales.

[141]

**M. le président.**- L'ordre du jour appelle la prise en considération de la proposition d'ordonnance spéciale de MM. Emmanuel De Bock, Ridouane Chahid, Mme Zoé Genot, MM. Bruno De Lille et Vincent De Wolf modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et visant à renforcer la démocratie directe par la suppression de la liste des suppléants aux élections régionales (n° A-586/1 – 2017/2018).

Pas d'observation ?

- Renvoi à la Commission des finances et des affaires générales.

**M. le président.**- L'ordre du jour appelle la prise en considération de la proposition de résolution de M. Paul Delva relative à la protection des minorités religieuses et philosophiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (n° A-619/1 – 2017/2018).

Pas d'observation ?

- Renvoi à la Commission des finances et des affaires générales.

[143]

## PROPOSITION DE RÉOLUTION

---

**PROPOSITION DE RÉSOLUTION DE MM. JEF VAN DAMME, EMMANUEL DE BOCK, MME ELS AMPE, MM. PAUL DELVA, BENOÎT CEREXHE ET JULIEN UYTTENDAELE RELATIVE AU VERDISSEMENT DES SUBSIDES DESTINÉS AUX INVESTISSEMENTS EN MATÉRIEL ROULANT (NOS A-432/1 ET 2 – 2016/2017).**

*Discussion générale*

**M. le président.**- La discussion générale est ouverte.

La parole est à M. Bott, rapporteur.

**M. Eric Bott, rapporteur.**- Au début de la discussion, M. Van Damme a affirmé que la proposition de résolution, bien qu'ayant été déposée il y a plus d'un an, conserve toute sa pertinence. Elle porte sur l'un des problèmes les plus aigus de notre Région : la pollution de l'air. Depuis une quinzaine d'années, le gouvernement s'y attaque, mais la situation devient de plus en plus critique. L'Union européenne s'en inquiète d'ailleurs.

L'intervenant a cité plusieurs mesures prises jusqu'ici, à commencer par l'arrêté du 15 mai 2014 relatif à l'exemplarité des pouvoirs publics en matière de transport, qui instaure des critères écologiques liés à l'achat des véhicules de l'administration régionale. Il a aussi évoqué la fin de l'acquisition de bus roulant au diesel par la société De Lijn, l'électrification de certaines lignes de bus et l'avènement d'une zone de basse émission en vigueur depuis le 1er janvier 2018.

M. De Lille a estimé que la proposition de résolution est utile, puisque l'autorité doit user de tous les moyens à sa disposition pour combattre la pollution de l'air. L'orateur a considéré par ailleurs que le second tiret du dispositif n'est pas assez ambitieux. C'est pourquoi, il a introduit l'amendement n° 2, affirmant que les entreprises subsidiées doivent veiller à acquérir des véhicules à l'écopoint le plus élevé possible, à l'instar de ce à quoi s'obligent les autorités régionales en vertu de l'arrêté du 15 mai 2014. Cela contribuerait à l'amélioration de la qualité de l'air.

[151]

M. Arnaud Pinxteren s'est rallié à la proposition discutée. Toutefois, il a jugé étonnant qu'il faille recourir à une proposition de résolution, alors que l'on sait qu'un projet d'ordonnance sera déposé sous peu. Pourquoi ne pas intégrer directement les demandes présentées par M. Van Damme dans le projet ?

---

Mme Marion Lemesre a souscrit à la proposition de résolution. Vu la situation catastrophique des transports à Bruxelles, avec ses conséquences nuisibles sur l'économie, l'environnement et la santé, il faut, selon elle, se saisir de toutes les possibilités d'adapter la flotte de véhicules circulant dans notre ville, dans le sillage de la zone de basse émission.

Cependant, l'oratrice n'a pu se défaire de certaines réserves. En ce sens, Mme Lemesre a rejoint la question posée par M. Pinxteren. Selon elle, il aurait fallu lier les aides aux investissements en matériel roulant aux aides aux investissements environnementaux, qui peuvent financer des véhicules hybrides. Pour ces raisons, Mme Lemesre s'abstiendra.

M. Paul Delva soutient la proposition de résolution qui porte à la fois sur le soutien aux indépendants et aux petites et moyennes entreprise (PME) et sur la volonté d'assainir notre air. Ce lien manquait jusqu'à présent.

Pour les mêmes motifs, Mme Isabelle Emmery votera en faveur de la proposition. L'environnement et la santé des Bruxellois doivent être défendus par tous les moyens.

Le ministre Didier Gosuin a précisé que le gouvernement a adopté le 31 mars 2017 les principes de la réforme des aides à l'expansion économique. L'ordonnance du 13 décembre 2007 ne prévoit aucune condition relative aux émissions polluantes des véhicules subsidiés, hormis des aides spécifiques pour l'achat de véhicules hybrides. Ces dernières ne donnent d'ailleurs pas satisfaction, car elles étaient utilisées pour l'achat de berlines de direction, ce qui n'est pas le but recherché.

Le ministre a donc prévu de ne pas maintenir lesdites aides dans le futur projet d'ordonnance. Le gouvernement entend soutenir les investissements contribuant à une économie performante et durable, notamment pour les véhicules menant à la transition vers une économie émettant peu de carbone.

Outre ces aides aux investissements généraux, le gouvernement prépare des subsides pour réduire les émissions polluantes des véhicules, en vue de s'adapter aux normes en vigueur dans la zone de basse émission.

[153]

Le ministre a souligné à cet égard que la coordination de cette zone relève de la ministre de l'Environnement. C'est pourquoi il est réticent à envisager l'écoscore uniquement en matière économique : il faut une approche coordonnée à cet égard.

L'avant-projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 13 décembre 2007 a été adopté par le gouvernement en première lecture le 30 juin 2017, puis en deuxième lecture le 19 octobre 2017. L'avis du Conseil d'État a été rendu en décembre. Le projet d'ordonnance intégrera les demandes contenues dans la proposition de résolution.

M. Van Damme a ajouté, à l'intention de M. Pinxteren, que les deux textes sont compatibles.

La proposition de résolution, telle qu'amendée, a été adoptée dans son ensemble par neuf voix et deux abstentions.

*(Applaudissements)*

[157]

**De voorzitter.**- De heer Van Damme heeft het woord.

**De heer Jef Van Damme (sp.a).**- Net als iedereen hier woon ik graag in deze stad en wil ik hier de rest van mijn dagen slijten. Er was echter ooit een moment waarop ik daaraan twijfelde en dat was bij de geboorte van mijn kinderen. Natuurlijk wil iedereen zijn kinderen beschermen.

**De heer Guy Vanhengel, minister.**- En zijn kleinkinderen!

**De heer Jef Van Damme (sp.a).**- Inderdaad, mijnheer Vanhengel.

Ik kon maar moeilijk wennen aan het idee dat de jonge longetjes van mijn kinderen zouden worden blootgesteld aan de ongezonde lucht in Brussel. Toen heb ik effectief even getwijfeld of ik hen hier wel wilde zien opgroeien.

We weten intussen dat dit een 'nationaal' probleem is. Verhuizen zou dat probleem net vergroten, omdat ik dan vermoedelijk zou moeten pendelen. Mijn echtgenote en ik hebben toen bewust beslist om met ons gezin in Brussel te blijven, maar met de ambitie om iets aan die luchtvervuiling te doen.

Het debat over de luchtvervuiling in Brussel is niet nieuw. Ook tijdens de vorige regeerperiode hebben we hierover een grondig debat gevoerd.

[161]

Tijdens de vorige regeerperiode werd geen lage-emissiezone (LEZ) ingevoerd, maar de gewestelijke administratie besliste bijvoorbeeld wel om haar wagenpark stelselmatig te vergroenen.

In de huidige regeerperiode zijn er al meerdere maatregelen genomen om de luchtvervuiling een halt toe te roepen. Iedereen denkt bij luchtvervuiling meteen aan problemen met longen en luchtwegen, maar in feite is het effect op hart- en vaatziekten nog een heel stuk groter.

De regering heeft al enkele substantiële maatregelen getroffen om de situatie te verbeteren. De bekendste is de invoering van de lage-emissiezone. Die is ondertussen een feit. Ook de beslissing van de MIVB om geen dieselbussen meer aan te kopen, maar te opteren voor elektrische en hybride exemplaren, is een belangrijke keerpunt. Daarnaast werkt minister Vanhengel aan een voorstel om de belasting op de inverkeerstelling en de verkeersbelasting te vergroenen. Ook op dat vlak zetten we binnenkort een stap vooruit.

De gewestelijke overheid verleent terecht investeringssubsidies voor rollend materieel aan kleine en middelgrote ondernemingen. Voor veel kmo's, die, zoals minister Gosuin al duidelijk stelde, de motor zijn van de Brusselse economie, zijn die investeringssubsidies heel belangrijk. Wat echter wel een probleem is, is dat er helemaal geen onderscheid wordt gemaakt in het soort van rollend materieel dat wordt gesubsidieerd.

[163]

Dat is eigenaardig, want dat betekent dat het Brussels Gewest in bepaalde omstandigheden de facto de aankoop van vervuilende voertuigen ondersteunt, wat niet de bedoeling kan zijn. Vandaar dat we meer dan een jaar geleden een voorstel van resolutie mee ingediend hebben om deze regeling aan te passen.

Het heeft even geduurd, maar ik ben blij dat we vandaag dit voorstel van resolutie kunnen bespreken en hopelijk straks ook goedkeuren. Ik ben vooral blij dat de minister dit vervolgens kan opnemen in de ordonnantie die wordt voorbereid.

---

We vragen in ons voorstel van resolutie dat het rollend materieel in kwestie uitsluitend wordt gesubsidieerd, als het effectief groene en zo duurzaam mogelijke voertuigen betreft. Ik denk dan aan elektrische en hybride voertuigen en vooral zo weinig mogelijk dieselvoertuigen.

Ik vind het voorstel van Groen en Ecolo om de ecoscore als criterium te hanteren een goed idee, maar het botst op een technisch probleem. De ecoscore is uitsluitend van toepassing op personenwagens en nog niet op vracht- en bestelwagens. Dat is dan ook de reden dat we het amendement van Groen en Ecolo niet hebben gesteund.

Dit voorstel van resolutie betekent een grote stap vooruit. Ik hoop dat de minister heel snel actie zal ondernemen om de voorgestelde maatregelen te realiseren. Bovendien hoop ik dat heel wat jongere ouders, maar ook oudere mensen die belang hechten aan hun gezondheid, ervoor zullen kiezen om in onze stad te blijven wonen en deel uit te maken van de oplossing in plaats van het probleem.

*(Applaus bij de meerderheid)*

[167]

**De voorzitter.** - De heer De Lille heeft het woord.

**De heer Bruno De Lille (Groen).** - We kunnen moeilijk tegen dit voorstel van resolutie zijn. Het is de plicht van de overheid om alle middelen in te zetten tegen luchtverontreiniging. Elk voorstel dat in die richting gaat steunen wij.

Ik vraag me wel af waarom we over deze tekst stemmen. Met een resolutie wil het parlement de regering verplichten dingen te doen die ze niet wil doen of niet gepland had. De bevoegde minister wierp al herhaaldelijk in de commissie op dat hij bezig is met de kwestie en dat de regering enkel nog de teksten moet goedkeuren. Het is dus vreemd dat we over een voorstel van resolutie moeten stemmen voor maatregelen waarvan de regering zegt dat ze ze zeker zal nemen.

Groen diende meermaals voorstellen van resolutie in de commissie voor de Infrastructuur in, die de meerderheid verwierp omdat de meerderheid vond dat ze niet nodig waren, aangezien de regering de maatregelen waartoe de tekst opriep, al van plan was te nemen. Dat is niet aangenaam om te horen, maar we

legden ons erbij neer. De minister zegt vandaag dat hij met de problematiek echt mee bezig is, dat hij maatregelen zal nemen en toch zal het parlement een voorstel van resolutie over de kwestie goedkeuren.

Waarom is dat nodig? Een reden die ik kan bedenken, is dat de meerderheidspartijen hun regering niet vertrouwen. Ze zijn bang dat er voor de verkiezingen van 2019 niets van de maatregelen in huis zal komen. Gezien de capriolen van de regering de voorbije tijd kan ik begrijpen dat sommige partijen de regering wantrouwen.

[169]

Ik heb het natuurlijk niet over u, mijnheer de minister, het gaat altijd over wie er niet is.

Een andere reden zou erin kunnen bestaan de parlementsleden die het voorstel hebben ingediend, een cadeautje te geven, want zo wordt duidelijk dat ze het probleem echt wel ernstig nemen. Mij niet gelaten, maar dan hadden we de regering beter aangespoord om ambitieuzer te zijn. Nu gaat het alleen over de euronormen. Wie het voorbije jaar af en toe de krant gelezen heeft, beseft dat met de euronormen nogal wat 'gefoefeld' wordt. Of het nu euronorm 4, 5 of 6 is, in de praktijk blijkt er weinig verschil te zijn. Zeggen we dat we goed bezig zijn, omdat we voor euronorm 6 gaan, dan maken we onszelf blaasjes wijs.

Daarom hadden we voorgesteld om ook de ecoscore op te nemen. Maar het verzoekend gedeelte is zodanig vaag opgesteld, dat het niets meer wil zeggen: "We vragen de regering om een tijdschema op te stellen voor de ontwikkeling van een norm voor de investeringssubsidies voor rollend materiaal op basis van een ambitieuze ecoscore".

We vragen dus zelfs geen ambitieuze ecoscore, wel een timing om eventueel die bedrijven een ambitieuze ecoscore op te leggen. Vager en leger kan het niet. Daarom hebben we een amendement ingediend. We moeten hoger mikken en de hoogst mogelijke ecoscore eisen, naar het voorbeeld van de verplichtingen die de gewestelijke overheid zichzelf oplegt. Dat is niet overdreven en onmogelijk, want we doen het zelf. Wat we zelf doen, dat kunnen ook opleggen aan anderen.

[173]

Het klopt dat die ecoscore nog niet voor elk voertuig vastgelegd is, maar een resolutie moet mikken op het hoogst mogelijke, niet op wat "ambitieuze" is. Wat is trouwens "ambitieuze"? Wat de ene persoon ambitieus vindt, is dat helemaal niet voor de andere. Wij vinden dat we meteen voor het hoogst haalbare moeten durven gaan, waarbij we onszelf nu eens voor een keer als voorbeeld moeten nemen.

Dat zit er helaas niet in. En waarom niet? Omdat de indieners van dit voorstel van resolutie wellicht wel beseffen dat de regering hierin helemaal geen zin heeft. Wie een voorstel van resolutie indient waarin de regering iets wordt gevraagd te doen wat ze hoe dan ook al van plan was te doen, holt het principe van een resolutie helemaal uit. Het idee achter een resolutie is immers net dat ze de regering ergens toe aanspoort.

Conclusie: we gaan straks stemmen voor de show. U weet dat ik best houd van een beetje show, maar laten we er dan ook niet meer gewicht aan verlenen dan nodig. Het is een moment van amusement voor onszelf, in afwachting van een ordonnantie die er hoe dan ook komt, maar die helaas niet ver genoeg zal gaan. En dat is jammer! We zullen u niet tegenhouden, maar volgens ons zat hier meer in.

*(Applaus bij Groen en Ecolo)*

[177]

**De voorzitter.**- De heer Delva heeft het woord.

**De heer Paul Delva (CD&V).**- Het thema van de luchtverontreiniging staat meer dan terecht steeds vaker op onze parlementaire agenda. Brussel is een stad in volle ontwikkeling, die steeds meer inwoners zal tellen. Het is dan ook onze plicht om ervoor te zorgen dat de inwoners, bezoekers en pendelaars op een gezonde leefomgeving kunnen rekenen. Schone lucht is daarbij cruciaal.

Ook dit voorstel van resolutie past in de ingeslagen weg naar verandering. Vanaf de start van de regeerperiode is er op dit vlak al heel wat gerealiseerd. Zo is de invoering van de lage-emissiezone (LEZ) een echt kantelpunt, wordt er hopelijk snel werk gemaakt van de vergroening van de autofiscaliteit en dan is er ook nog de voortschrijdende vergroening van de vloot van de MIVB.

Niet enkel bij ons maar ook in andere parlementen wordt dit een alsmaar belangrijker thema. Ik denk aan de Senaat waar het aan bod zal komen in de commissie voor Transversale Aangelegenheden - Gewestbevoegdheden.

In dit voorstel van resolutie wordt die trend, die zich al ingezet heeft bij de start van de regeerperiode, helemaal gevolgd. Het gaat bijvoorbeeld over euronorm 4 en er wordt terecht gevraagd om na te gaan of de ecoscore kan worden gehanteerd.

Het is dan ook met groot enthousiasme dat wij dit voorstel van resolutie voor een gezondere lucht in Brussel, met een aantal voorwaarden die gekoppeld worden aan investeringssubsidies, zullen goedkeuren.

*(Applaus bij de meerderheid)*

[181]

**M. le président.**- La parole est à Mme Lemesre.

**Mme Marion Lemesre (MR).**- Je voudrais justifier brièvement l'abstention du groupe MR lors du vote de la présente proposition de résolution. La majorité joue clairement petit bras sur ce dossier. Elle se fait plaisir, sans efforts ni grands risques, en appelant à souscrire à des objectifs environnementaux de toute manière prévus dans le cadre de la réforme des aides à l'expansion économique, comme l'a rappelé M. De Lille.

En effet, le ministre Gosuin a lui-même confirmé les différents engagements du gouvernement quant au verdissement des aides aux entreprises bruxelloises, lesquels correspondent aux termes du texte en débat. Voter des finalités déjà prévues par l'exécutif ne présente strictement aucune pertinence. Par contre, nous attendons avec impatience ladite réforme, déjà en retard de deux années.

Nous appelons donc la majorité à sensibiliser le ministre de l'Emploi pour qu'il se consacre davantage aux matières économiques, plus globalement et sans vouloir les diriger. Car sa dernière sortie sur l'économie collaborative planifiée pose question, pour quelqu'un qui se présente comme un chantre du libéralisme. Certains devraient revoir leur copie !

[183]

*(Remarques de M. Cerexhe)*

Il peut s'agir de socialisme libéral, mais le terme libéral n'a plus rien à voir avec cela.

[187]

Plus globalement, il y avait matière à creuser davantage la réflexion et à étoffer le dispositif. Ainsi, le texte ne fait pas explicitement référence à la nécessaire cohésion qui doit prévaloir entre la norme sur les subsides au matériel roulant et la future fiscalité automobile en Région bruxelloise. Le groupe MR est très attentif à cette question, parce qu'il attend l'aboutissement de ce dossier depuis plus de trois ans. Sa simple évocation dans les considérants nous semble, dès lors, insuffisante.

Place aurait également pu être faite à l'évocation d'un mécanisme passerelle vers les subsides aux investissements environnementaux, lesquels permettent actuellement d'acquérir des véhicules à moteur électrique, hybride ou à pile à combustible. Il fait pourtant sens de favoriser, autant que possible, la sensibilisation et la transition entre ces deux régimes.

Bref, si nous souscrivons, bien entendu, à la philosophie de cette proposition, son déficit global de fond nous imposera une attitude réservée lors des votes.

[189]

**M. le président.**- La discussion générale est close.

*Discussion des considérants et des tirets du dispositif*

**M. le président.**- Nous passons à la discussion des considérants et des tirets du dispositif de la proposition de résolution, sur la base du texte adopté par la commission.

*Considérants 1 à 9*

Pas d'observation ?

Adoptés.

*Dispositif (Tirets 1 et 2 du dispositif)*

Pas d'observation ?

Adoptés.

La discussion des considérants et des tirets du dispositif est close.

Nous procéderons tout à l'heure au vote nominatif sur l'ensemble de la proposition de résolution.

[193]

## PROJET D'ORDONNANCE

### PROJET D'ORDONNANCE PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE DIALOGUE POLITIQUE ET DE COOPÉRATION ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART, ET LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, D'AUTRE PART, FAIT À BRUXELLES, LE 12 DÉCEMBRE 2016 (NOS A-541/1 ET 2 – 2016/2017).

#### *Discussion générale*

**M. le président.**- La discussion générale est ouverte.

Mme Nadia El Yousfi, rapporteuse, se réfère au rapport écrit.

La discussion générale est close.

[205]

#### *Discussion des articles*

**M. le président.**- Nous passons à la discussion des articles.

*Article 1er*

Pas d'observation ?

Adopté.

*Article 2*

Pas d'observation ?

Adopté.

**M. le président.**- La discussion des articles est close.

Nous procéderons tout à l'heure au vote nominatif sur l'ensemble du projet d'ordonnance.

[207]

**PROJET D'ORDONNANCE**

**PROJET D'ORDONNANCE PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD INSTITUANT LA  
FONDATION INTERNATIONALE UE-ALC, SIGNÉ LE 25 OCTOBRE 2016 À SANTO DOMINGO  
(NOS A-542/1 ET 2 – 2016/2017).**

*Discussion générale*

**M. le président.**- La discussion générale est ouverte.

Mme Nadia El Yousfi, rapporteuse, se réfère au rapport écrit.

La discussion générale est close.

[217]

### *Discussion des articles*

**M. le président.**- Nous passons à la discussion des articles.

#### *Article 1er*

Pas d'observation ?

Adopté.

#### *Article 2*

Pas d'observation ?

Adopté.

**M. le président.**- La discussion des articles est close.

Nous procéderons tout à l'heure au vote nominatif sur l'ensemble du projet d'ordonnance.

[219]

## PROJET D'ORDONNANCE

### PROJET D'ORDONNANCE PORTANT ASSENTIMENT AU PROTOCOLE RELATIF À LA CONVENTION SUR LE TRAVAIL FORCÉ DE 1930, ADOPTÉ À GENÈVE LE 11 JUIN 2014 PAR LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA CENT TROISIÈME SESSION (NOS A-543/1 ET 2 – 2016/2017).

#### *Discussion générale*

**M. le président.**- La discussion générale est ouverte.

Mme Nadia El Yousfi, rapporteuse, se réfère au rapport écrit.

La discussion générale est close.

[229]

#### *Discussion des articles*

**M. le président.**- Nous passons à la discussion des articles.

#### *Article 1er*

Pas d'observation ?

Adopté.

### *Article 2*

Pas d'observation ?

Adopté.

La discussion des articles est close.

Nous procéderons tout à l'heure au votre nominatif sur l'ensemble du projet d'ordonnance.

[231]

## **PROJET D'ORDONNANCE**

### **PROJET D'ORDONNANCE PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE PARTENARIAT SUR LES RELATIONS ET LA COOPÉRATION ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART, ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE, D'AUTRE PART, FAIT À BRUXELLES LE 5 OCTOBRE 2016 (NOS A-544/1 ET 2 – 2016/2017).**

**M. le président.**- La discussion générale est ouverte.

Mme Nadia El Yousfi, rapporteuse, se réfère au rapport écrit.

La discussion générale est close.

[239]

### *Discussion des articles*

**M. le président.**- Nous passons à la discussion des articles.

#### *Article 1er*

Pas d'observation ?

Adopté.

#### *Article 2*

Pas d'observation ?

Adopté.

**M. le président.**- La discussion des articles est close.

Nous procéderons tout à l'heure au vote nominatif sur l'ensemble du projet d'ordonnance.

[241]

## PROJET D'ORDONNANCE

### PROJET D'ORDONNANCE PORTANT ADAPTATION DES RÈGLES RÉGIONALES AUX MODIFICATIONS DU FONCTIONNEMENT DE LA CONSERVATION DES HYPOTHÈQUES ET DE LA GESTION DE LA DOCUMENTATION PATRIMONIALE (NOS A-616/1 ET 2 – 2017/2018).

#### *Discussion générale*

**M. le président.**- La discussion générale est ouverte.

La parole est à M. Maingain, rapporteur.

**M. Fabian Maingain, rapporteur.**- Je me réfère au rapport écrit.

La discussion générale est close.

[251]

#### *Discussion des articles*

**M. le président.**- Nous passons à la discussion des articles.

#### *Article 1er*

Pas d'observation ?

Adopté.

*Articles 2 à 21*

Pas d'observation ?

Adoptés.

La discussion des articles est close.

Nous procéderons tout à l'heure au vote nominatif sur l'ensemble du projet d'ordonnance.

[253]

**VOORSTEL VAN ORDONNANTIE**

**VOORSTEL VAN ORDONNANTIE VAN MEVROUW BARBARA TRACHTE, DE HEREN BRUNO DE LILLE, CHRISTOS DOULKERIDIS, MEVROUW VIVIANE TEITELBAUM, DE HEREN MARC-JEAN GHYSSELS, EMMANUEL DE BOCK, MEVROUW JOËLLE MILQUET EN DE HEER FOUAD AHIDAR TOT WIJZIGING VAN DE NIEUWE GEMEENTEWET TENEINDE EEN EVENWICHTIGE AANWEZIGHEID VAN MANNEN EN VROUWEN IN DE GEMEENTECOLLEGES TE WAARBORGEN (NRS. A-92/1 EN 2 – 2014/2015).**

*Algemene bespreking*

**De voorzitter.**- De algemene bespreking is geopend.

De heer Coppens, rapporteur, heeft het woord.

**De heer René Coppens, rapporteur.**- In de eerste commissievergadering werd het oorspronkelijke voorstel van ordonnantie, ingediend door mevrouw Trachte, de heren Ghysels en De Bock en mevrouw Milquet, behandeld. Het voorstel beoogde een gegarandeerde aanwezigheid van ten minste een derde vrouwen in de schepencolleges. In die fase werden twee amendementen ingediend en ondertekend door alle leden van de meerderheid en de oppositie. Het eerste amendement regelt de situatie waarbij een coalitie geen akkoord bereikt over wie de vrouwen moet benoemen. In dat geval moet elke partij die deel uitmaakt van een coalitie, een derde vrouwen in haar quotum voor het college voorstellen.

Het tweede amendement regelt de specifieke situatie waarbij men die regel nageleefd heeft bij de aanwijzing van het college, maar waarbij tijdens de gemeentelijke zittingsperiode een schepen verhinderd is of ontslag moet nemen en er geen personen van hetzelfde geslacht in de reserve van de gemeenteraadsleden meer beschikbaar zijn. In dit geval kan men van de regel afwijken.

[261]

De heer De Lille onderstreepte het belang van het voorstel en riep de parlementsleden op om de tekst snel goed te keuren. De heer De Bock wierp op dat men niemand mag dwingen om deel uit te maken van het college. Hij vond het ook beter om geen personen te installeren die niet door de kiezer verkozen zijn om toch maar het quotum te halen. De heer Ahidar verklaarde dat moet worden gestreefd naar de grootst mogelijke pariteit tussen mannen en vrouwen. Mevrouw Désir bedankte de indieners van het voorstel en herinnerde eraan dat sinds de jaren negentig de aanwezigheid van vrouwen in de gemeenteraden wettelijk is versterkt. Mevrouw Dufourny vond het voorstel een stap naar een beter evenwicht tussen mannen en vrouwen. De heer Coppens beaamde dat er moet worden gestreefd naar een groter evenwicht tussen mannen en vrouwen, maar dat kiezers het laatste woord hebben bij de vertegenwoordiging in de gemeenteraden en schepencolleges. Mevrouw Grouwels ten slotte vond dat de Vlaamse aanwezigheid in de schepencolleges gegarandeerd moet worden en stond met die stelling niet alleen.

De heer Ahidar, mevrouw Grouwels en de heer Coppens dienden een amendement nr. 3 in om een afwijking van de regel mogelijk te maken voor de extra Vlaamse schepen. De heren Courtois, De Lille en De Bock stelden het nut van dat amendement ter discussie.

Commissievoorzitter Milquet riep vervolgens meermaals een technische werkgroep bijeen, die alle mogelijke scenario's besprak. De werkzaamheden van de werkgroep hebben geleid tot de indiening van amendement nr. 4, een compromistekst die het hele voorstel verving. Het amendement nr. 4 werd in de tweede commissievergadering besproken.

[263]

Het nieuwe artikel 3 gaat uit van het principe van pariteit in het schepencollege. Daarvan kan worden afgeweken indien ten minste een derde van de collegeleden tot hetzelfde geslacht behoort. Voor de berekening van dat derde mag de OCMW-voorzitter eventueel meegerekend worden, in tegenstelling tot de Lombardschepen. In geval van vervanging van een schepen tijdens de zittingsperiode kan worden afgeweken van de verhouding.

De Nederlandse versie van het verslag is weinig precies. Maar bij het lezen van de Franstalige tekst van het verslag wordt alles wel duidelijk. Zo zou de Nederlandse tekst van het verslag op pagina 8 moeten luiden: " voor de berekening van dat derde mag de voorzitter van het OCMW meegerekend worden, de Lombardschepen mag eventueel niet meegerekend worden". Zo komt de Nederlandse tekst overeen met de ongewijzigde Franse tekst. Op die manier hoeven we geen erratum rond te delen.

De commissie vroeg vervolgens om het advies van de Raad van State, teneinde de weerslag van het voorstel op de verschillende taalgroepen te evalueren.

[265]

In de derde commissievergadering bespraken we het advies van de Raad van State. Over de naleving van de bijzondere wetten had de Raad van State geen opmerking, wel over de individuele vrijheid van ieder gemeenteraadslid om zich al dan niet kandidaat te stellen als burgemeester, schepen of OCMW-voorzitter. De commissie besprak de verschillende mogelijkheden om tegemoet te komen aan de opmerkingen van de Raad van State. De voorzitter besliste een subamendement uit te werken in een technische werkgroep.

In de vierde commissievergadering werd een oplossing gevonden voor de problemen. Commissievoorzitter Milquet lichtte de subamendementen 5, 6 en 7 op amendement nr. 4 toe, die beantwoorden aan de opmerkingen van de Raad van State. Het subamendement 5 bepaalt dat iedere kandidatuurakte het expliciete akkoord van de kandidaat moet dragen. Het subamendement 6 komt tegemoet aan de opmerking van de Raad van State in verband met de vrije wil van de kandidaat. Het subamendement 7 betreft de vervanging van een persoon die niet door de raad gekozen is. In dat geval kan die persoon vervangen worden door iemand van een ander geslacht. Voorts stelde collega De Bock nog een subamendement 8 voor, waardoor de OCMW-voorzitter wordt meegerekend in de in acht te nemen verhouding.

[267]

Er volgde een uitgebreide discussie over de subamendementen.

De amendementen nrs. 1 tot 3 werden door hun respectieve indieners ingetrokken. De commissie besliste het amendement nr. 4 ter vervanging van het geheel van het voorstel van ordonnantie, artikel per artikel te bespreken.

De stemming in commissie op basis van het amendement nr. 4 gebeurde als volgt. De ontworpen artikelen 1 en 2 werden aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Het subamendement nr. 5, dat een nieuw ontworpen artikel 2bis invoegt, werd aangenomen met 12 stemmen bij 3 onthoudingen.

Het nieuw ontworpen artikel 2bis werd aangenomen met 12 stemmen bij 3 onthoudingen.

De subamendementen 6, 7 en 8, die het ontworpen artikel 3 wijzigen, werden aangenomen met 12 stemmen bij 3 onthoudingen.

Het ontworpen artikel 3, zoals subgeamendeerd, werd aangenomen met 11 stemmen bij 4 onthoudingen.

Het ontworpen artikel 4 werd aangenomen met 12 stemmen bij 3 onthoudingen.

Het geheel van amendement nr. 4, zoals subgeamendeerd, dat het geheel van het voorstel van ordonnantie vervangt, werd aangenomen met 11 stemmen bij 4 onthoudingen.

Voor meer details verwijst ik graag naar het verslag. Voor bijkomende vragen wendt u zich tot de indieners.

*(Applaus bij de meerderheid)*

[273]

**M. le président.**- La parole est à Mme Trachte.

**Mme Barbara Trachte (Ecolo).**- Au lendemain des élections communales de 2012, 684 conseillers communaux étaient élus en Région de Bruxelles-Capitale. Parmi eux, 293 étaient des femmes, soit 42,8% de

---

ces conseillers. Au lendemain de ces élections toujours, 194 bourgmestres, échevins et présidents de CPAS étaient désignés. Parmi eux, il y avait 74 femmes, soit 38,1%.

Ces chiffres globaux témoignent certes déjà d'une participation significative des femmes à la politique locale, mais ils cachent également des situations particulières interpellantes. En 2012, cinq communes comptaient moins d'un tiers de femmes dans leur exécutif. L'une d'entre elles réalisait même le triste exploit de n'en désigner qu'une. Deux communes atteignaient tout juste le tiers de femmes dans leur exécutif, deux atteignaient la parité et une seule - on la connaît - désignait plus de femmes que d'hommes. Seule une femme était alors désignée bourgmestre.

Il y a presque six ans, le 2 mars 2012, nous adoptions une ordonnance relative à l'alternance stricte des femmes et des hommes sur les listes communales : la fameuse tirette. Je me souviens de l'enthousiasme des auteurs de cette ordonnance, et je salue ici Mmes P'tito et Fremault. Je me souviens cependant aussi de notre déception. Nous étions très contents de voir adopter cette règle, quoiqu'un peu déçus de devoir patienter jusqu'en 2018 pour qu'elle entre en vigueur.

Aujourd'hui, nous pouvons être doublement satisfaits. En effet, dans quelques mois, les choses vont changer. Davantage de femmes seront ainsi élues dans nos conseils communaux et, après le vote du texte aujourd'hui, il y aura aussi, dès le mois de décembre de cette année, davantage de femmes dans chaque collège et dans chaque conseil communal.

[275]

C'est un pas concret vers l'égalité entre les femmes et les hommes, et l'actualité nous démontre chaque jour à quel point cette égalité n'est pas encore une réalité en Belgique. Faut-il rappeler que notre pays est l'un des derniers à avoir accordé le droit de vote aux femmes, en 1948 seulement ? Au début des années 70, une femme mariée devait encore obtenir l'autorisation de son conjoint pour ouvrir un compte en banque.

Même si nous n'en sommes heureusement plus là aujourd'hui, l'héritage du patriarcat est bien présent et lourd à porter. Qu'il s'agisse du partage des tâches domestiques, des revenus, de l'accessibilité aux fonctions visibles et dirigeantes, ou même de la santé ou du sexisme, pour ne prendre que quelques exemples, on voit bien que l'amélioration de la condition des femmes en Belgique nécessite encore un gros travail.

Cela n'a rien à voir avec le texte d'aujourd'hui ? Détrompez-vous. En effet, tous les indicateurs prouvent que la participation des femmes à la vie politique est un signe, et même plus que probablement une cause, de l'amélioration du droit des femmes en général.

Il ne vous étonnera guère d'apprendre que les pays présentant le meilleur taux de participation des femmes à la vie politique sont les pays nordiques. Ce sont aussi les pays où les femmes participent le plus à la vie économique, où elles ont le meilleur niveau d'éducation, la meilleure santé et la meilleure espérance de vie. Ce sont ceux où l'égalité est globalement la mieux rencontrée. C'est pourquoi, il est essentiel de favoriser l'augmentation du nombre de femmes exerçant un mandat politique.

Les législations de 1994 sur les quotas et de 2002, 2005 et 2006 sur la parité ont prouvé leur efficacité en permettant d'augmenter sensiblement le nombre de femmes dans les assemblées parlementaires et locales.

L'expérience prouve que l'alternance - la tirette - va permettre de tendre vers la parité réelle dans les conseils communaux. Enfin, l'ordonnance que nous adopterons tout à l'heure va permettra d'augmenter sensiblement la proportion de femmes dans le collège de chaque commune.

Bien sûr, nous avons entendu les critiques qui ont été exprimées, et peut-être les entendrons-nous encore aujourd'hui. Bien sûr, le texte n'est pas un modèle de simplicité. Bien sûr, nous aurions préféré aller plus vite, plus loin, plus simplement. Bien sûr, nous préférerions ne pas imposer de quotas, et nous avons hâte de vivre enfin dans une société où ils ne seront plus nécessaires.

Cependant, reconnaissons-le, jamais nous n'aurions pensé que nous allions effectivement franchir ce pas pour les élections de 2018. Jamais nous n'y aurions songé en 2012 lorsque nous discutons du texte sur la tirette. Jamais nous ne l'aurions imaginé lorsque nous avons entamé nos travaux sur ce texte. M. De Lille s'en souvient certainement. Et je ne vous étonnerai pas non plus en vous avouant qu'au cours de ces derniers mois et semaines, lorsque je travaillais sur ce texte, j'ai parfois douté que nous pourrions en discuter aujourd'hui.

[277]

Je tiens donc à remercier particulièrement les députés, Mme la présidente de commission, ainsi que les collaborateurs des groupes et du parlement, qui n'ont pas ménagé leur temps et leur énergie pour parvenir à un consensus. À titre plus personnel, je saluerai également un ancien et regretté collaborateur de notre groupe, auquel ce texte doit beaucoup.

Chers collègues, mon groupe se réjouit particulièrement du vote qui interviendra tout à l'heure. Nous nous réjouissons surtout de nous revoir dans un an pour en mesurer les effets.

*(Applaudissements sur tous les bancs)*

[281]

**De voorzitter.** - De heer De Lille heeft het woord.

**De heer Bruno De Lille (Groen).** - Ik heb één kleine opmerking bij het verslag van de heer Coppens: hij is mij vergeten te vermelden bij de oorspronkelijke indieners van het voorstel, maar dat is natuurlijk een detail.

Ik ben vandaag vooral verheugd dat we eindelijk zo ver geraakt zijn. Ik moet toegeven dat ik op een gegeven moment nog maar weinig hoop koesterde. Toen we het voorstel indienden, verklaarden heel veel mensen dat ze ervoor wilden gaan, dat ze erin geloofden en dat deze stap absoluut gezet moest worden. Maar dan volgden de vergaderingen elkaar op en elke keer doken er nieuwe moeilijkheden en obstakels op. Ik vroeg me af hoe we dit er ooit door zouden krijgen. Zovelen beweren achter het voorstel te staan, maar toch wil het maar niet lukken. Wat scheelt er dan aan?

Nu we straks daadwerkelijk over het voorstel zullen kunnen stemmen, vergeten we maar al te graag al die bekommernissen en zetten we met veel trots een stap naar meer gelijkheid in Brussel.

Iets meer dan de helft van onze bevolking bestaat uit vrouwen, maar dat weerspiegelt zich niet in de beslissings- en machtscentra. Je zou zelfs kunnen denken dat we in een mannenmaatschappij leven. Een aantal schepencolleges haalt het quotum van een derde vrouwen - of mannen - niet en er is maar een enkele vrouwelijke burgemeester. Natuurlijk draait een schepencollege in de eerste plaats om teamwerk, maar een vrouw aan het hoofd kan andere vrouwen ertoe aanzetten om ook de stap naar de politiek te zetten. Het toont aan dat je ook als vrouw iets kunt bereiken en dat het niet verboden is om door te stoten naar het hoogste niveau.

[283]

Ik denk dat we soms onderschatten hoeveel impact dat heeft op al die jonge vrouwen die nadenken over hun leven en hun carrière en over hoe zij hun stad en gewest mee vorm willen geven. Politici moeten het voorbeeld geven door in een ideale wereld te geloven en samen van Brussel een betere stad en een beter gewest te willen maken. Iedereen beseft dat er meer gelijkwaardigheid nodig is, dus laten we het zelf dan ook maar doen. Dit is het jaar 2018! Het zou eigenlijk geen voorwerp van discussie meer mogen zijn.

We merken dat een en ander toch niet vanzelf gaat. Steeds meer vrouwen gaan in de politiek en hebben zitting in gemeenteraden of in het parlement, maar ze stoten niet door tot het beslissingsniveau. Net daarom moeten we hen een duwtje geven.

We hebben al vaker gedebatteerd over de zin en de onzin van quota, over de excuustruus enzovoort. Als we vrouwen pushen, zullen die dan wel even serieus genomen worden als de mannen? Vreemd genoeg stellen we ons nooit de vraag of al die mannen in het schepencollege wel capabel zijn. Het zijn altijd boeiende discussies, die moeten gevoerd worden. Ik vind het jammer dat het nog altijd nodig is om een dergelijk voorstel goed te moeten keuren en dat we nog altijd niet in een maatschappij leven met een automatische fiftyfiftyverdeling als het gaat over de plaatsen waar de echte beslissingen genomen worden. Ik zou liever gehad hebben dat dit vanzelf loopt. Maar na al die jaren en na al de getroffen maatregelen, moeten we nog altijd vaststellen dat het niet lukt en dat het probleem niet weg is. Daarom is het nodig en nuttig dat we vandaag deze beslissing nemen.

[285]

We moeten opletten dat we niet op onze lauweren gaan rusten. We zijn er nog niet, dit is slechts het begin. Vandaag zorgen we voor meer gemengde colleges. Een goed beleid voeren, dat aandacht heeft voor de gelijkwaardigheid van mannen en vrouwen in onze gemeenten, wordt daardoor gemakkelijker. Maar dat betekent niet dat het vanaf nu vanzelf zal gaan.

We zetten hoe dan ook een belangrijke stap naar meer gendergelijkheid en naar een betere vertegenwoordiging van vrouwen in de Brusselse schepencolleges. Dat is nog altijd de beste garantie voor een vrouwvriendelijk lokaal beleid. Een beleid, dat rekening houdt met mannen en vrouwen, is een beleid dat goed is voor alle Brusselaars.

Groen zal dit voorstel met heel veel enthousiasme steunen.

*(Applaus bij Groen en Ecolo)*

[289]

**M. le président.**- La parole est à M. De Bock.

**M. Emmanuel De Bock (DéFI).**- La réalisation du rapport n'était pas simple. Il faut souligner la pertinence et le courage des auteurs de ce texte initial visant à la représentation minimale d'un tiers de membres représentant un sexe au sein du collège.

Il est vrai que notre premier débat était houleux : autant l'objectif était louable, autant sa praticabilité avait posé énormément de questions. Dans le texte original par exemple, rien n'était prévu quant aux modalités de remplacement d'un échevin qui prendrait ses fonctions de ministre ou démissionnerait.

Bref, on imposait un objectif mais on ne faisait pas référence aux moyens de l'atteindre, ce qui pouvait entraîner un parti à forcer des membres à la démission, dès lors qu'un des échevins prenait sa retraite ou démissionnait de son poste.

Nous avons alors débattu, entre partis de la majorité et de l'opposition, du meilleur moyen d'atteindre cet objectif d'un tiers-deux tiers. À l'initiative de DÉFI, sachant qu'au collège, on aurait le cliquet d'un tiers minimum des membres (y compris le président de CPAS), on pourrait tirer profit de l'alternance dans la présentation des échevins : au moment précis de l'installation des collègues communaux, des votes interviennent avec une présentation d'échevins qui forment une majorité de différents partis. On peut alors se mettre d'accord assez facilement pour installer cette parité.

[291]

Il était intéressant de travailler sur ce système, compte tenu du fait que les femmes représentent la moitié du corps électoral. Notre assemblée figure parmi celles où elles sont le mieux représentées, avec un taux de 40%.

Il existe des distorsions entre communes. Aujourd'hui même, il nous a été communiqué la prise en considération d'un texte sur la parité aux élections régionales, qui prévoit une alternance homme/femme sur les listes. C'est avec de tels mécanismes volontaristes que nous aboutirons à une représentation totalement équitable entre hommes et femmes.

Le Conseil d'État a validé notre modèle et nous a aidés à peaufiner notre texte. Il a attiré notre attention sur le fait qu'il ne fallait pas obliger une personne à siéger contre son gré. Il y a quelques années, une étude du Centre de recherche et d'information sociopolitiques (Crisp) avait montré que 30% des mandataires communaux n'allaient pas au terme de leur mandat, pour diverses raisons. Il faut en tenir compte. Il arrive aussi que des scissions aient lieu au sein de listes. Nous avons pris ces éléments en compte.

[293]

C'est un vrai moment de bonheur partagé entre hommes et femmes de pouvoir voter ce texte aujourd'hui. Pour certains, c'est peut-être plus difficile, mais pour d'autres cela a été assez facile d'aboutir à ce texte. Je pense que nous pourrions encore l'améliorer via deux modifications d'ordonnance, comme cela a été discuté lors de nos débats. Nous pourrions nous retrouver prochainement pour voter des ordonnances conjointes.

Il faudrait tout d'abord prévoir, lors de l'installation des collègues, un vote global et non pas échevin par échevin, parce que cela solidariserait la présentation globale des échevins hommes et femmes et éviterait les mauvaises surprises lors de l'installation des collègues. Ensuite, il faudrait également prévoir que le fait qu'il y ait un échevin de moins dans un collège n'entraîne pas la nullité des actes du collège. Cela pousserait à la diminution du nombre d'échevins dans les collèges de manière naturelle, volontaire, en laissant les

communes faire ce qu'elles souhaitent. Et si nous avons un jour un problème de remplacement d'une personne qui décède, tombe malade ou ne peut plus assumer sa charge, cela permettrait de ne pas entraîner un jeu de dominos comme on l'a parfois vu dans le passé dans certaines communes.

Je remercie tous les groupes pour leur travail constructif, parfois difficile, qui a abouti à ce texte.

*(Applaudissements sur les bancs de la majorité)*

[297]

**M. le président.**- La parole est à Mme Milquet.

**Mme Joëlle Milquet (cdH).**- Je voulais, comme mes collègues, exprimer mon contentement de voir arriver ce texte sur nos bureaux. Même s'il s'agit d'une étape complémentaire qui peut paraître anodine à certains, il s'agit bien de poursuivre un processus commencé avec le droit de vote aux femmes - encore très récent -, et poursuivi avec une modification de la Constitution permettant d'avoir au moins une personne de sexe différent dans les gouvernements. C'est d'ailleurs toujours la règle au niveau fédéral ; il faudrait la faire évoluer. Nous sommes ensuite passés à la logique de la parité, puis à celle de la tirette.

Ceci est, sinon un aboutissement, car il y aura d'autres combats à mener, du moins une étape importante dans ce processus qui vise avant tout au respect de deux valeurs essentielles de la démocratie : l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, et la représentativité démocratique, au niveau exécutif et parlementaire, d'une population composée de plus de 50% de femmes. Il ne s'agit pas d'autre chose que de ces éléments fondamentaux, que certains, hélas, caricaturent en nouvelle guerre des sexes. Nous en sommes vraiment loin.

[299]

Nous en sommes d'autant plus loin que nous avons vraiment, et je m'en réjouis comme d'autres, pu innover dans nos méthodes de gouvernance parlementaire ainsi que dans notre méthode de travail au sein de cette commission parlementaire. Nous avons en effet pu travailler en cassant au moins trois clivages : celui qui existe entre hommes et femmes, celui qui existe entre majorité et opposition ou encore celui qui existe entre francophones et néerlandophones. Il restait cette crainte d'une perte de représentativité à propos de ce dernier clivage. Nous avons donc trouvé des solutions à ces trois clivages.

Nous avons passé beaucoup de temps à finaliser un travail juridique sur la base notamment de l'avis du Conseil d'État et je remercie les collègues à ce propos. Comme M. De Bock l'a souligné et peut-être

différemment de ce qui s'est passé en Wallonie, nous avons envisagé tous les cas d'espèce qui pouvaient se poser afin de ne pas se retrouver avec une législation contenant une pétition de principe mais qui ne serait pas applicable. Je me réjouis donc que ce texte contienne un principe de parité 50/50 qui ne se retrouve nulle part ailleurs. Ce principe est accompagné d'un mécanisme qui assure la représentativité de l'autre sexe d'au moins un tiers dans les exécutifs. C'était notre ambition au départ et c'était aussi la volonté du texte voté en Région wallonne. La manière dont nous l'avons formulé a permis de générer un compromis entre notre ambition et la réalité et a permis de répondre à certaines craintes de nos collègues néerlandophones. Les deux règles que nous avons imaginées afin d'atteindre au moins le tiers sont : comptabiliser le président du CPAS et ne pas comptabiliser l'échevin appartenant à la minorité linguistique. Elles ont permis d'arriver à un consensus.

[301]

Ensuite, nous avons répondu à la remarque pertinente du Conseil d'État selon laquelle il fallait toujours se baser sur la volonté de la personne de déposer une candidature et d'accepter d'être présentée comme échevin, lorsqu'il s'agirait de présenter l'ensemble des femmes de toutes les listes de la majorité si ce quota n'était pas atteint. Cela a été fait.

Nous avons aussi amélioré l'article 15 de la Loi communale en permettant que désormais la personne présentée puisse expressément donner son accord, ce qui semble une lapalissade. Puis, nous avons pu anticiper point par point en ayant beaucoup de discussions entre nous sur la manière avec laquelle nous devons imaginer les cas d'exception au remplacement qui ne doit par principe se faire que par une personne du même sexe.

Ce travail, le nombre d'heures passées dans le groupe de travail, le respect mutuel, la volonté d'entendre tout le monde avec beaucoup de tolérance, tout cela nous permet aujourd'hui de voter ce texte. J'espère qu'un tel texte servira de modèle aux autres gouvernements. Nous venons de franchir une étape au niveau des collèges. L'étape suivante, ce seront les gouvernements.

Les mêmes règles de représentativité et d'égalité de traitement doivent valoir à ce niveau-là également. Qu'on ne vienne pas me dire, comme on me l'a dit à l'époque où j'étais présidente de parti et que nous nous battions pour avoir la parité, qu'il faut trouver des femmes compétentes comme si par définition, l'homme était compétent et la femme pas. Je pense qu'il y a assez de candidates ministres dans l'ensemble des assemblées parlementaires pour permettre d'avoir une parité. Ce sera la prochaine étape du combat que nous devons mener. Je me réjouis que de nombreux hommes soient venus nous rejoindre sur ce principe qui est un principe de société et non un principe appartenant à un seul sexe.

*(Applaudissements sur tous les bancs)*

[305]

**M. le président.** - La parole est à Mme Teitelbaum.

**Mme Viviane Teitelbaum (MR).** - Il s'agit d'un moment important, même si je suis tout de même très déçue. J'expliquerai les raisons de cette déception.

La parité est évidemment fondatrice de l'égalité entre les hommes et les femmes. Ces dernières constituent la majorité de la population et restent cependant une minorité au niveau politique. Il était donc important pour nous, autrices et auteurs du texte déposé au départ, de corriger l'inégalité persistante au niveau de la représentation des femmes en politique.

En effet, il existe un droit à être représenté en politique. Or, la sous-représentation met en lumière une invisibilité des femmes, qui est assez insupportable. Elles font partie de la population et devraient à ce titre pouvoir participer aux processus décisionnels.

[307]

Au départ, ce texte a été rédigé par Mme Trachte, dont je salue l'initiative, et cosigné par MM. De Lille et Doukeridis, ainsi que par moi-même. Nous avons demandé à la majorité de le cosigner. Je tiens à le rappeler, parce que les réponses que nous avons reçues de certains qui se font aujourd'hui les chantres de la parité étaient assez interpellantes. On dit qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis, mais certains ont réussi une phénoménale volte-face, tout en proposant une série de dérogations qui rendent ce texte nettement moins intéressant que le texte initial.

Il est vrai que celui-ci était un peu moins ambitieux, car la majorité nous avait déjà opposé une fin de non-recevoir sur la proportion un tiers-deux tiers, mais il plaçait des balises sécurisées sur le plan juridique. Je sais que ce gouvernement et les députés de la majorité prennent parfois leurs distances par rapport à la sécurité juridique de certains textes. Cependant, je trouve regrettable, pour un texte pareil, d'avoir permis ce genre d'incertitudes. Je trouve aussi dommage d'avoir mis en place une série de dérogations qui vont souvent ramener ce texte à celui qui avait été déposé au départ, mais sans la sécurité juridique du texte initial.

Je regrette aussi que la majorité ait mis tant de temps pour accepter de discuter de ce texte. Deux années ont passé entre le moment où l'opposition a déposé ce texte et celui où la majorité a bien voulu l'examiner. Cela a nécessité un grand nombre de séances et de réunions de groupes de travail. Elles ont abouti à une série d'amendements, dont certains sont assez regrettables.

[309]

Au départ, nous disposions d'un texte certes moins ambitieux, ainsi que je l'ai dit. Mais parfois, qui trop embrasse mal étreint, et, au moins, ce texte était équilibré et lisible. Je suis désolée de constater que le texte actuel ne l'est plus.

Nous avons opté pour un changement progressif, mais avec détermination. Aujourd'hui, avec le texte actuel, le changement permettra peut-être de progresser plus franchement, mais je suis prête à prendre des paris sur le nombre de dérogations qui seront accordées dans les collèges. Et j'espère sincèrement qu'aucun recours ne sera introduit contre ce texte, qui est juridiquement très incertain.

Permettez-moi encore de revenir sur la question des dérogations. La première à laquelle je songe est celle accordée au président du centre public d'action sociale (CPAS), qui peut être comptabilisé dans le calcul du nombre des membres du collège des bourgmestre et échevins, en vertu d'une déclaration de la majorité.

On sait que le président du CPAS est élu à bulletin secret trois à quatre mois après la formation des collèges. Donc, même si des accords de majorité ont été conclus, ce ne serait pas la première fois que l'on assisterait à un vote différent. Que faire et sur quoi se baser dans pareil cas ? Je voudrais le savoir et le comprendre.

[311]

Ensuite, le premier échevin élu parmi ceux de l'appartenance linguistique minoritaire peut ne pas être comptabilisé dans le calcul des membres du collège des bourgmestre et échevins. Je vous entends dire que cette disposition permet de rassurer les collègues néerlandophones. Pour ma part, sincèrement, je trouve qu'à un moment donné, nous devons tous être égaux devant les élections, pouvoir prendre les mêmes risques et avoir tous et toutes les mêmes obligations. Je ne comprends donc pas ce besoin de sécurité. Nous aimerions tous avoir de la sécurité, mais celle-ci ne fait pas partie du processus électoral !

Concernant l'autre dérogation, l'ensemble des listes formant la majorité ne comprend pas le nombre d'élus permettant de rencontrer les chiffres prévus. Dans ce cas, l'ensemble des élus du sexe minoritaire qui figurent sur des listes formant la majorité sont présentés comme des candidats aux postes d'échevins ou de bourgmestre et/ou sont signalés comme candidats à la présidence du CPAS. Pour être recevables, ces actes de candidature doivent comprendre l'accord express du candidat et respecter ensemble les règles de parité. Même si ce n'est plus un accord écrit, cela reste tout de même compliqué.

En cas de remplacement d'un échevin, le nouveau candidat présenté ne peut être de sexe différent de l'échevin remplacé que dans une série de cas. À nouveau, ces cas permettront de déroger à la règle. Lorsque ces différentes dérogations seront mises en place, cela correspondra aux groupes politiques existants au moment du remplacement de l'échevin. Cela crée à nouveau des incertitudes politiques qui seront être difficiles à surmonter.

[313]

---

Le texte amendé ouvre donc la voie à une insécurité politique, mais donne également libre cours à une espèce de marchandage lors de la constitution d'une majorité par plusieurs listes - ce qui est le cas la plupart du temps, même lorsqu'il y a une majorité absolue -, ainsi qu'à un marchandage au sein des mêmes listes, pour savoir qui doit désigner un homme ou une femme.

Cela dénature quelque peu l'esprit de la proposition initiale, qui se voulait être un instrument positif, auquel tout un chacun devait souscrire et adhérer en vue de permettre à certaines et certains d'investir le champ politique, et non pas d'être le résultat d'une tractation politique.

J'œuvre en ce sens depuis de longues années, depuis plus longtemps en tout cas que d'aucuns, qui se font aujourd'hui le chantre de l'égalité et de la parité. Je regrette toutefois la teneur du texte déposé. C'est la raison pour laquelle, tout en poursuivant le combat pour la parité et pour que les femmes qui constituent une minorité politique puissent rejoindre la majorité, nous nous abstiendrons sur ce texte.

*(Colloques)*

[315]

**M. le président.**- La parole est à Mme Désir.

**Mme Caroline Désir (PS).**- Je souhaite excuser M. Ghysse, cosignataire du présent texte. Il aurait souhaité le défendre, mais il n'a pas pu nous rejoindre ce matin.

Après de nombreuses réunions, notamment en groupes de travail, nous saluons l'aboutissement de ce texte important. L'intervention du législateur a souvent été nécessaire pour bousculer les traditions et faire évoluer les mentalités. C'est encore le cas aujourd'hui. Il s'agit d'une étape nécessaire à une meilleure représentation des femmes. Nous savons en effet combien il leur est encore difficile de briser ce fameux plafond de verre auquel elles doivent souvent faire face, en particulier en politique.

Des femmes bourgmestres, présidentes de CPAS et échevines, il y en a trop peu, comme l'a rappelé Mme Trachte. Une certaine parité s'installe dans des assemblées, comme les conseils communaux. Ce sera encore plus le cas avec le système de tirette sur les listes électorales. Par contre, dans les collèges échevinaux et parmi les bourgmestres de notre Région, une telle parité n'existe plus, avec un tiers de femmes dans les collèges et deux bourgmestres sur dix-neuf.

Donc, des femmes bourgmestres, présidentes de CPAS et échevines, il y en a trop peu. Nous espérons qu'il y en aura de plus en plus, car elles rapportent des voix, mobilisent leurs concitoyens, font aboutir des projets et font avancer leur commune, parfois un peu différemment. Cette diversité est intéressante et enrichissante, et elle aura certainement des impacts positifs pour tout le monde.

Le Conseil d'État a rendu un avis favorable sur le texte, rappelant que le constituant lui-même ne prévoit que l'exigence minimale selon laquelle au moins un membre de chaque sexe est échevin, mais n'exclut pas que le législateur compétent impose une représentation plus élevée. Ainsi, notre proposition satisfait pleinement aux conditions d'une action positive.

[317]

À l'instar du Conseil d'État, je pense qu'une évaluation devra être effectuée à intervalles réguliers pour permettre au législateur de vérifier, avec le temps, si le dispositif, une fois entré en vigueur, s'avère pertinent et nécessaire et mérite d'être maintenu comme tel.

Les quotas en politique nous semblent encore nécessaires pour assurer une représentation hommes-femmes toujours plus proche de la réalité de la population, c'est-à-dire tendant vers une parité stricte. Évidemment, nous rêvons surtout d'un jour où ces règles ne seront plus nécessaires, car les mentalités auront enfin changé en profondeur et les femmes auront enfin pris pleinement leur place dans la vie politique à tous les niveaux, y compris aux plus hautes fonctions, qui leur échappent encore trop souvent.

Je voudrais remercier tous mes collègues, la présidente de la commission, les premiers auteurs du texte et les groupes politiques, ainsi que les collaborateurs, qui ont vraiment beaucoup travaillé pour trouver des solutions convenant au plus grand nombre.

Prenons rendez-vous en 2018, puis en 2024. Voyons si nous aurons enfin des collègues paritaires et, surtout, neuf à dix femmes bourgmestres à Bruxelles.

*(Applaudissements)*

[321]

**De voorzitter.**- Mevrouw Grouwels heeft het woord.

**Mevrouw Brigitte Grouwels (CD&V).**- Het verheugt me dat we eindelijk over dit voorstel tot ordonnantie kunnen stemmen. We hebben erover de voorbije maanden intensief vergaderd en constructief onderhandeld, over de grenzen van meerderheid en oppositie heen. Het was een zeer interessante politieke oefening voor Brussel, waarbij ik bepaalde collega's beter heb leren kennen en waarderen.

Het betreft een bijzonder complexe problematiek waarbij verschillende evenwichten moesten worden gevonden. Zo waren er de terechte garanties voor een evenwichtiger deelname van mannen en vrouwen aan de Brusselse schepencolleges. Maar het ging tegelijkertijd ook over het behoud van de schaarse garanties voor Nederlandstalige kandidaat-schepenen, de zogenaamde Lombardschepenen, en bovendien moesten onnodige belemmeringen bij de vorming van de schepencolleges vermeden worden.

De CD&V steunt volmondig de geest van dit voorstel van ordonnantie. Behalve in Elsene zijn vrouwen nog steeds in de minderheid in de alle Brusselse schepencolleges. In acht van de negentien Brusselse schepencolleges vertegenwoordigen de vrouwen niet eens een derde van het geheel en bijna de helft van de Brusselse schepencolleges voldoet vandaag niet aan de nieuwe quotaregels.

[323]

Het spreekt voor zich dat vooral vrouwen het slachtoffer zijn van deze scheeftrekking. Op het vlak van gendergelijkheid moeten de Brusselse schepencolleges nog een forse inhaalbeweging maken.

Het verleden heeft aangetoond dat quota een zeer efficiënt middel zijn om de participatie van vrouwen in politieke beslissingsorganen te vergroten. Om het met een boutade te zeggen: zonder quota geen vrouwen. Dat is nu eenmaal de harde realiteit. Wie tegen quota is moet vaststellen dat zonder die quota vrouwen een vreselijke lange weg van tientallen jaren lang moeten afleggen om op een normale manier te kunnen participeren in de beslissingsprocessen.

Dat vrouwen in de Brusselse schepencolleges ondervertegenwoordigd zijn, komt op de eerste plaats neer op een democratisch deficit. Vrouwen vormen de helft van de Brusselse bevolking, maar maken in de meeste Brusselse gemeenten niet eens een derde uit van het schepencollege.

Er is bovendien ook sprake van een 'beslissingskloof'. Onderzoek heeft aangetoond dat vrouwen pas echt een invloed uitoefenen, indien een welbepaalde functie door minstens een derde vrouwen wordt uitgeoefend. Dat aantal willen we nu minstens bereiken.

---

De CD&V-fractie steunt dit voorstel van ordonnantie, ook al vinden we dat de tekst bijzonder complex in elkaar zit, wat de leesbaarheid toch wel bemoeilijkt.

Daarnaast vinden we dat de kleinere lijsten binnen een gemeentelijke coalitie niet het slachtoffer mogen worden van deze quotaregeling. Dit kan bijvoorbeeld het geval zijn wanneer een kleinere lijst met een goed evenwicht tussen mannen en vrouwen gestraft wordt, omdat de grotere coalitiepartner er niet in slaagt om aan de genderquota te voldoen. Daarom is de CD&V-fractie voorstander van het bepalen van het quotum voor alle individuele lijsten en niet voor het geheel van de meerderheidslijsten.

[325]

Daarom dringt onze fractie erop aan dat dit voorstel van ordonnantie tijdens de volgende regeerperiode zou worden geëvalueerd op basis van de ervaringen bij de vorming van de schepencolleges na de komende gemeenteraadsverkiezingen.

Hoewel we deze regeling toch wel erg complex vinden, kunnen we ons volledig scharen achter de geest van de tekst. Daarom zal de CD&V-fractie dit voorstel van ordonnantie straks goedkeuren.

*(Applaus)*

[329]

**De voorzitter.**- De heer Coppens heeft het woord.

**De heer René Coppens (Open Vld).**- Onderhavig voorstel kwam bijzonder moeizaam tot stand. In de talrijke vergaderingen van de werkgroep en de commissie konden we niettemin steeds constructief samenwerken. Toch kan de Open Vld zich niet voor de volle 100% achter de tekst scharen. We waren altijd al tegen quota, en nu nog steeds. Onze fractie vindt dat de kiezer het laatste woord moet hebben bij de aanstelling van gemeenteraadsleden en schepenen. Voor ons primeert de mens, het individu. Geslacht, hoe belangrijk we dat aspect ook vinden, mag niet het enige criterium zijn. Mensen kunnen niet gereduceerd worden tot hun geslacht.

Natuurlijk hebben we alle begrip voor het streven naar een zo evenwichtig mogelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de colleges en als die vorm krijgt in een pariteit, is dat meegenomen. Veel gemeenten waren trouwens al op de goede weg. Men verwees naar Elsene, dat er zonder quota in slaagt, en ik realiseer me nu net dat de enige vrouwelijke burgemeester een liberale is, in Elsene. Ganshoren had ook een vrouwelijke burgemeester, maar door allerlei manipulaties kwam daar een einde aan.

*(Opmerkingen van de heer De Lille)*

Als een vrouw beter geschikt is voor de job dan de man, dan hebben wij er geen probleem mee dat zij wordt aangesteld.

[331]

Het voorstel zal waarschijnlijk geen schoonheidsprijs winnen. Het is evenmin een schoolvoorbeeld van duidelijke, heldere en eenvoudige regelgeving. Dat is niemands fout, want iedereen heeft zijn best gedaan. Misschien moeten we de suggestie van mevrouw Grouwels ter harte nemen en de tekst de volgende regeerperiode nog eens bekijken.

De intentie van het voorstel is goed, maar de uitwerking schiet haar doel voorbij. We zijn er ook niet van overtuigd dat in dit geval het doel de middelen heiligt. Het is een onontwarbaar kluwen van regels en uitzonderingen geworden, wat ik reeds op het einde van de commissievergadering opmerkte. Het zou te ver gaan om te spreken van een juridisch misbaksel, maar de uitwerking van het voorstel op het terrein belooft ontzettend ingewikkeld te worden.

Ik hoorde een Franstalige collega na afloop van de vergadering de gemeentesecretaris beklagen. De uitvoering van de wettelijke bepalingen zal niet alleen moeilijk zijn voor de toekomstige coalitiepartners in de gemeenten, maar ook voor de gemeentesecretaris, die alles in goede banen moet leiden.

[333]

We krijgen bij de gemeenteraadsverkiezingen in oktober 2018 te maken met zowel het ritssysteem als de quota in de schepencolleges. Ik hoop dat ik mij vergis, maar daar zijn we niet op voorbereid. De Open Vld hecht uiteraard heel veel belang aan een evenwichtig samengesteld college. We vrezen echter voor de uitvoerbaarheid van het voorstel.

Om al die redenen heeft de Open Vld-fractie na rijp beraad beslist zich te onthouden.

[335]

**De voorzitter.**- De heer Ahidar heeft het woord.

**De heer Fouad Ahidar (sp.a).**- Ik zal mij tot de essentie beperken, ook al gaat het om een zeer belangrijk voorstel.

Zelf ben ik al vierentwintig jaar lang getrouwd met een mooie, krachtige, leuke vrouw. Het is mede dankzij haar dat ik veel heb geleerd en dat ik vandaag de sterke man ben die ik ben. Er zijn zeer veel bekwame vrouwen, maar vaak zijn zij zich daarvan zelf niet bewust. We zouden het wel al gemerkt hebben als vrouwen systematisch voor vrouwen zouden stemmen. Helaas voor hen stemmen veel van hen nog steeds voor mannen.

De vraag is wat wij vandaag kunnen doen om meer vrouwen in een verantwoordelijke functie te krijgen. We sluiten hen nog te vaak op in rollen die kaderen in een sfeertje van 'sois belle et tais-toi'. Dat moet veranderen in 'gouverne s'il te plaît, décide, dis quelque chose'...! Het klopt natuurlijk dat het aantal plaatsen beperkt is. Voor de sp.a mag het aantal beschikbare plaatsen 50/50 worden verdeeld. Het volstaat dat wij daar zelf voor zorgen. Als er bij wijze van voorbeeld 10 plaatsen te verdelen zijn, gaan er gewoon 5 naar vrouwen en 5 naar mannen. Het zou mooi zijn mochten we dat principe op alle niveaus kunnen invoeren. Maar blijkbaar lukt dat ons niet. We zullen dus een bijkomende inspanning moeten leveren. En of we dat nu quota noemen of iets anders, dat maakt eigenlijk niet zo veel uit.

[337]

*(poursuivant en français)*

Si nous pouvons contribuer à atteindre la parité, nous le faisons ! Cette initiative est très bonne et je voudrais encore une fois remercier les quatre auteurs du projet : nos amis d'Ecolo et de Groen, Mme Teitelbaum, ainsi que les autres.

[339]

*(verder in het Nederlands)*

Ik wil iedereen bedanken en dan vooral de heer De Lille en zijn twee collega's van Ecolo, die het voorstel mee hebben ingediend. Het geeft ons vandaag de gelegenheid om het voorstel met alle mannen en vrouwen van onze fractie te steunen.

[341]

*(poursuivant en français)*

Mme Teitelbaum, je pense que nous avançons lentement, mais sûrement. Ce n'est pas parfait, mais il est important de donner un signal clair au sein de cette assemblée, afin d'affirmer que nous nous rallions massivement à ce texte.

Des gens ont décidé de s'abstenir, notamment l'orateur précédent.

[343]

*(verder in het Nederlands)*

Dat is spijtig, want dit voorstel gaat uit van meerderheid én oppositie.

[345]

*(poursuivant en français)*

Majorité et opposition ont travaillé ensemble, car nous n'avons pas voulu qu'elles s'affrontent sur ce texte. Au contraire, puisque quelque chose dans celui-ci fait avancer la démocratie, lentement mais sûrement. Nous voulons progresser, et même si de nombreuses choses restent à faire, nous sommes sur la bonne voie.

Que fallait-il faire ? Rejeter ce texte ? Aujourd'hui, un texte et des amendements ont été déposés. Nous en avons discuté pendant des heures en commission. Je remercie la présidente de la commission pour sa patience, car nous avons travaillé dans un cadre difficile. Nous sommes malgré tout parvenus à un consensus, même si ce texte est imparfait.

[347]

*(verder in het Nederlands)*

Het is geen perfect voorstel, maar het gaat wel de goede richting uit.

[349]

*(poursuivant en français)*

Grâce à des dispositifs comme celui de la tirette, nous progressons donc. Aujourd'hui cependant, la seule chose qui compte à nos yeux est que plus aucune femme n'entende jamais la formule "Sois belle et tais-toi". Il faut qu'elles puissent prendre des décisions et gouverner dans notre Région.

*(Applaudissements sur les bancs d'Ecolo, de Groen, du MR, du PS et du sp.a)*

[353]

**De voorzitter.**- Mevrouw Van Achter heeft het woord.

**Mevrouw Cieltje Van Achter (N-VA).**- Afgelopen woensdag was ik, samen met een aantal anderen hier in de zaal, aanwezig op een bijeenkomst van Polin. Dat is een politieke incubator, een netwerk om vrouwen aan te moedigen om aan politiek te doen en hen daarin bij te staan. Assita Kanko, gemeenteraadslid voor de MR in Elsene, die vroeger ook nog voor de Open Vld heeft gewerkt, heeft het initiatief daartoe genomen. Zij wil een netwerk voor en door vrouwen uitbouwen om kennis, contacten, informatie en ervaringen over politiek te delen. Woensdag kwam een hele reeks politica's getuigen over hun ervaringen in de politiek. Bij het talrijk opgekomen publiek merkte ik veel animo om politiek actief te worden. Sommigen zaten al in de lokale politiek. Het was dan ook hartverwarmend om te zien dat er zo'n groot potentieel is en dat veel vrouwen hun stem willen laten horen.

Ik geloof sterk in zulke initiatieven. We hebben rolmodellen nodig en we moeten ervaringen delen, elkaar steunen en motiveren. Soms heb je een zetje nodig en soms moet echt eens gezegd worden dat het OK is om aan de macht te participeren, dat macht niet iets vies is en dat je het spel gerust mag meespelen. En neen, je hoeft echt niet te wachten tot ze je komen vinden, want zo werkt het niet in de politiek.

[355]

Ik ben er ook rotsvast van overtuigd dat schepencolleges evenwichtig samengesteld moeten worden. Vrouwen zien andere dingen dan mannen en omgekeerd. Samen kunnen we een beter beleid maken. Ik hoor dat iedereen in onze assemblee die overtuiging deelt. Evenwichtig samengestelde colleges zijn dus noodzakelijk om een goed beleid te voeren.

Op twee partijen na heeft vandaag iedereen het woord genomen om het belang daarvan te onderstrepen. Als we al veel verder met de vrouwenbeweging staan, veel meer vrouwen aan de politiek participeren en iedereen de evenwichtige vertegenwoordiging belangrijk acht, waarom vertrouwen we onszelf dan niet en moeten we zo'n eindeloos complex systeem opleggen om dat nagestreefde evenwicht in de praktijk om te zetten?

*(De heer Fouad Ahidar, oudste lid in jaren, treedt als voorzitter op)*

Hoe zal de wil van de kiezer nog gerespecteerd worden in een dergelijk complex systeem? Heel wat collega's hebben vandaag al gewaarschuwd voor de moeilijke uitvoering ervan.

Wel is het goed dat de Vlaamse schepen uit het systeem gehouden wordt, zodat de kiezer tenminste voor de eerste Vlaamse schepen nog volop zijn stem kan laten gelden.

[359]

Hoe belangrijk ik het ook vind dat schepencolleges evenwichtig samengesteld zijn en dat vrouwen goed vertegenwoordigd zijn, toch ben ik er niet van overtuigd dat dit voorstel van ordonnantie de juiste weg is. Volgens mij zijn er andere manieren om vrouwen diets te maken dat ze ook hun rol te spelen hebben in een schepencollege. De collega's die daags na de verkiezingen op basis van deze complexe ordonnantie aan de onderhandelingstafel moeten plaatsnemen, wens ik alvast veel moed toe.

Wij zullen het voorstel van ordonnantie niet steunen.

*(Applaus bij de N-VA)*

[363]

**M. le président.**- La parole est à M. Doulkeridis.

**M. Christos Doulkeridis (Ecolo).**- M. Ahidar, je voulais vous dire qu'une fois de plus, quand je vous entends prendre la parole sur des thématiques telles que celle-ci, j'ai envie de vous prendre dans les bras ou du moins de vous féliciter si vous n'avez pas envie que je vous prenne dans mes bras. Je suis vraiment touché par la manière dont vous parlez de ce type de sujet. C'est extrêmement important d'entendre vos propos.

Chers collègues, c'est une thématique sur laquelle plusieurs parlementaires ou groupes politiques pourraient simplement venir avec une proposition, juste pour l'acte de déposer une proposition tout en se disant que, s'il n'y a pas de majorité et que les autres vont être contre, cela permet au moins de se positionner en se montrant comme des bons alors que les autres sont des mauvais. Ensuite, cela passe à la trappe et cela ne change de toute façon pas les choses ; on en reste à la même situation, qui est celle qu'on dénonce et qui a motivé le dépôt d'une proposition. On s'en tient donc à un positionnement.

Ce n'était pas l'intention de mes collègues d'Ecolo et de Groen, Mme Barbara Trachte, M. Bruno De Lille, moi-même forcément, ni de Mme Teitelbaum. C'est la raison pour laquelle, très rapidement, nous avons compris l'importance de pouvoir travailler dans le cadre d'un groupe de travail qui élargit le sujet et qui, forcément, prend le risque de ne pas être in fine à 100% dans la posture ou dans le texte tel que nous l'avions initialement proposé, puisqu'il fallait tenir compte de l'argumentation politique des autres dans laquelle nous avons aussi entendu des choses importantes.

[365]

Il y a, d'abord, des groupes politiques ou des parlementaires qui, s'ils sont d'accord sur l'objectif d'une parité à tous les échelons, y compris dans les exécutifs, divergent parfois sur les moyens à mettre en œuvre. Certains sont, quasiment par principe, presque opposés à la logique de quotas : elle encadre le système et prive le processus d'un peu de liberté théorique. Néanmoins, toutes celles et ceux qui suivent l'évolution de ce dossier depuis de nombreuses années savent que, d'une part, aucun autre système n'a montré une efficacité comparable en matière de parité, et que, d'autre part, les quotas donnent des résultats concrets et positifs, mesurables et vérifiables. C'est la raison pour laquelle nous estimons qu'il est extrêmement important de pouvoir utiliser ce système, même s'il n'est pas idéal.

Les débats se poursuivent également au sein des formations politiques. Je voudrais saluer tous les collègues qui participent aux discussions, notamment Mme Teitelbaum, très active sur ces questions et à laquelle je tiens à rendre hommage pour son travail dans cette assemblée et ailleurs. Dans beaucoup de groupes politiques, il n'y a pas d'unanimité sur les moyens à mettre en œuvre.

[367]

Cela peut aussi créer des difficultés et des tensions pour pouvoir avancer. Ce texte n'est pas le texte idéal.

**Mme Viviane Teitelbaum (MR).**- Si j'ai cosigné le texte, c'est que mon groupe était d'accord.

**M. Christos Doulkeridis (Ecolo).**- Oui, mais je ne visais pas spécialement votre groupe. Si vous voulez justifier votre position par rapport à votre groupe, vous avez raison de le faire.

**M. Emmanuel De Bock (DÉFI).**- Il n'y avait pas de bleus, mais il y avait des blancs.

**M. Christos Doulkeridis (Ecolo).**- Je ne pense pas que l'intérêt est de s'accorder de bons ou de mauvais points mais bien de faire des pas concrets en avant. C'est la raison pour laquelle nous continuons à soutenir et à voter en maintenant l'enthousiasme pour ce qui n'est pas le texte initial. Et cela vaut même si nous sommes conscients que ce texte est devenu trop complexe, car nous avons essayé de tenir compte d'autres préoccupations existantes. Mesurer l'impact de la mesure du côté néerlandophone, où il y a moins d'élus, était une préoccupation légitime. Des préoccupations légitimes peuvent parfois être mises en confrontation, mais il était important de tenir compte de ces préoccupations et il ne s'agissait pas d'avancer d'un côté au détriment d'un autre, tout aussi légitime. Le débat était un peu plus complexe. C'est ce qui a fait que le texte a perdu en lisibilité alors qu'il a néanmoins été validé par le Conseil d'État.

Nous estimons donc que nous avançons dans la bonne direction et ce texte ne fera pas l'objet d'une mobilisation contre son adoption. Je n'ai pas entendu de groupe s'exprimant contre le texte ; soit les groupes voteront pour, soit ils s'abstiendront. Il y a sans doute des personnes qui estiment, indépendamment de leur groupe, qu'aller dans la bonne direction, de manière concrète, est préférable au statu quo. J'espère que ces personnes pourront voter afin de donner au texte l'assise la plus large possible et afin de soutenir l'objectif que le texte initial, malgré les évolutions subies, sous-tend.

Dans ce domaine, si nous attendons les moments parfaits, nous resterons bloqués sans pouvoir agir concrètement. Cela serait encore pire que faire quelques pas dans la bonne direction.

Je remercie toutes celles et tous ceux qui ont soutenu cette démarche et permis l'intégration d'un maximum de considérations, légitimes pour la plupart.

*(Applaudissements)*

[379]

**M. le président.**- La discussion générale est close.

*Discussion des articles*

**M. le président.**- Nous passons à la discussion des articles, sur la base du texte adopté par la commission.

*Article 1er*

Pas d'observation ?

Adopté.

*Articles 2 à 5*

Pas d'observation ?

Adoptés.

La discussion des articles est close.

Nous procéderons tout à l'heure au vote nominatif sur l'ensemble de la proposition d'ordonnance.

[383]

## QUESTIONS ORALES

**M. le président.**- L'ordre du jour appelle les questions orales.

Toutes les questions orales inscrites à l'ordre du jour ayant reçu réponses écrites, elles sont dès lors retirées de l'ordre du jour.

*- La séance est levée à 11h34.*